

Groupe de la Banque africaine de développement



*Allocution de Docteur KAMAL EL KHESHEN,
Vice-Président du Complexe des Opérations II (OSVP)
à l'occasion du Forum du Dakar Agricole 2011
18-19 avril 2011*

Excellence Monsieur le Président de la République du Sénégal,

Excellence Monsieur le Président de la République de Sierra Leone,

Messieurs les Chefs des Gouvernements,

Mesdames et Messieurs les responsables des Organisations Internationales et Régionales,

Honorables participants,

C'est avec un grand intérêt que je prends part au Nom de Monsieur Donald KABERUKA, Président de la Banque Africaine de Développement, au présent Forum, et je tiens, Excellence Maitre Abdoulaye WADE, Président de la République du Sénégal, à vous remercier pour l'opportunité que vous m'offrez à partager avec vos honorables invités, un sujet aussi crucial non seulement pour l'Afrique mais pour le monde entier.

Je tiens également à saluer à sa juste valeur cette importante initiative qui permettra, je n'en doute point, de mieux inscrire les priorités de l'Afrique au niveau mondial afin de juguler la faim, et d'asseoir les bases d'un développement de l'agriculture mondiale sur des bases durables et novatrices.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont d'une ampleur alarmante avec une faible croissance de la production agricole mondiale, avec l'augmentation du nombre de personnes touchées par la faim, et la douloureuse perspective de ne pouvoir atteindre

l'objectif du millénaire de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim.

Nous relevons que les politiques nationales et les réglementations du commerce international mettant en avant la concurrence et tolérant la spéculation sur les marchés agricoles, de même que les mesures de protection unilatérale ne permettent pas la valorisation de tous les potentiels naturels de la plante au service de l'alimentation, qu'elles exacerbent le déficit alimentaire mondial et créent des tensions sur les marchés. Le changement climatique et l'accentuation des accidents climatiques conduisent également à une baisse tendancielle de l'offre des produits agricoles et à une vulnérabilité encore plus forte des producteurs.

Face à ces nouveaux défis, il est paradoxal de constater dans le même temps, une baisse tendancielle de l'aide au développement à l'agriculture qui est passée de 15% dans les années 60-90 à environ 5% actuellement.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Il me plaît de rappeler ici, que dans le cadre de sa politique de réduction de la pauvreté, la Banque africaine de développement a toujours accordé une grande priorité au développement agricole. Elle compte aujourd'hui sur le continent un portefeuille agricole composé de plus de 140 opérations d'une valeur d'environ 3 milliards de

dollars des Etats Unis, auquel vont s'ajouter au cours des trois prochaines années environ 1 milliard de dollars de ressources additionnelles prévues dans le cadre de nos interventions au titre du FAD XII. Ces nouvelles opérations sont désormais alignées à notre stratégie du secteur de l'Agriculture 2010-2014 qui a ciblé deux piliers, à savoir l'infrastructure agricole et la gestion des ressources naturelles renouvelables.

L'ampleur des défis nous fait devoir d'être toujours plus réactif, inventif, solidaire et responsable. Depuis 2008, la Banque a réalloué certaines de ses ressources pour mieux faire face à la crise alimentaire, elle a inscrit ses interventions dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD. Elle appuie les initiatives régionales et mondiales visant à assurer la sécurité alimentaire, tel que le Programme global pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), participe activement avec ses partenaires aux fonds d'investissements climatiques, abrite le nouveau Fonds forestier du bassin du Congo, participe au financement du programme Clim-Dev Africa, et s'implique dans la mise en place du Fonds vert destiné à soutenir les programmes qui contribuent à la résistance climatique.

Face aux défis alimentaires, il s'avère indispensable pour l'ensemble de la communauté internationale, d'adopter des politiques agricoles et commerciales à même de favoriser l'émergence de systèmes productifs agricoles plus performants dans les pays en voie de développement, en évitant la concurrence déloyale, la mauvaise

gouvernance et en mettant en avant d'autres principes plus équitables pour les producteurs.

Il faut également assurer une régulation des marchés agricoles sur la base de principes plus transparents qui placent au devant la solidarité et la complémentarité, et en considérant la sécurité alimentaire comme un bien public mondial. Il faut enfin renverser, grâce à des actions volontaristes d'envergure, la tendance de la dégradation des sols observée dans de nombreux pays du monde confrontés aux menaces anthropiques et climatiques. Toutes ces questions exigent de travailler en partenariat et en parfaite synergie, et aussi de parfaitement intégrer la voix des producteurs et celle des pays les plus vulnérables.

Je voudrais ici réaffirmer l'engagement indéfectible de la Banque africaine de développement pour œuvrer aux côtés de ses partenaires régionaux et non régionaux afin qu'ensemble nous puissions relever ces immenses défis, et tracer de nouveaux chemins agricoles pour l'avenir de la planète.

Je vous remercie.